

Zunehmendes Interesse an der CSR

Chloé Kolb, OPE

Im Streben danach, die sozialen, umweltbezogenen und gesellschaftlichen Gegebenheiten positiv zu verändern, zeigt die unternehmerische Gesellschaftsverantwortung („Corporate Social Responsibility“) bestimmte konkrete Effekte, hat aber Schwierigkeiten, Dinge tiefgreifend zu verändern.

Im Kontext der Globalisierung werden die Instrumente der unternehmerischen Gesellschaftsverantwortung (CSR) freiwillig angewandt.

Das Ziel dabei ist eine positive



Wohlbefinden am Arbeitsplatz und Weiterbildungsangebote können wichtige Elemente der CSR im Bereich Human Resources innerhalb einer Firma sein

Unterschiede

Frage an Eric Lavillunière, Direktionsbeauftragter von INEES

Was unterscheidet die Solidarwirtschaft (SW) von einer CSR-Politik in einem „klassischen“ Unternehmen?

E.L.: „SW ist an sich aufgrund ihrer Essenz sozial verantwortlich. Indem sie den Menschen in den Mittelpunkt ihrer Aktivitäten stellt und mit allen betroffenen Akteuren (Gewerkschaften, Arbeitnehmern usw.) zusammenarbeitet, ist SW ein Gesellschaftsprojekt, eine eigenständige Alternative zum bestehenden Wirtschaftssystem. Durch die Praxis einer CSR-Politik verteidigen die 'klassischen' Unternehmen die Selbstregulierung: Es gibt weder verpflichtende Texte noch unabhängige Kontrollen, CSR beruht auf dem 'Goodwill' der Unternehmen, die manchmal die Charta einer 'guten Führung' verfassen, allerdings ohne die anderen Parteien zu konsultieren.“

Wirkung auf die nachhaltige Entwicklung.

Was versteht man aber unter CSR? Über die Gesetzestexte zur Regelung des Arbeitsrechts hinaus engagieren sich die Unternehmensleitungen bei der täglichen Führung ihrer Firmen freiwillig in Vorhaben für soziale, umweltbezogene und gesellschaftliche Belange.

Die Wahl zur Anwendung einer CSR-Politik ist für jedes Unternehmen gegeben, unabhängig von seiner Größe und vom Sektor. Wenn man sich über eine solche Vorgehensweise bei den Firmen freuen kann, muss man doch anmerken, welche wichtige Rolle die Zivilgesellschaft (NRO, Gewerkschaften usw.) hier spielt:

er hat starken Druck auf den Privatsektor ausgeübt, damit dieser seine Verantwortung, d.h. die Folgen seiner Tätigkeiten für seine Umwelt, anerkennt.

CSR, ein Label ohne Verpflichtung

Redet man von Verantwortung, entsteht eine Doppeldeutigkeit: Handelt es sich um eine juristische oder moralische Verantwortung? Im Fall der CSR gibt es keinen verpflichtenden Text. Die Unternehmen wenden sie freiwillig an, oft im Rahmen eines Marketingziels.

Der von den Vereinten Nationen

eingerrichtete Global Compact ist hierfür ein Beispiel: Bis auf einen Jahresbericht, in dem jedes Unternehmen, das ihn unterzeichnet hat, über seine CSR-Tätigkeiten Rechenschaft ablegen muss, verfügt der Global Compact über kein Kontrollinstrument.

Außerdem ist der soziale Aspekt der CSR unklar, ja sogar verschwommen: Bezieht er sich auf die Beziehung zu den Arbeitnehmern oder auf ein größeres Umfeld (Verbraucher, Lieferanten, Zulieferer)?

Die CSR ist sicher ein lobenswertes Instrument, um die Prinzipien der nachhaltigen Entwicklung in der Unternehmenswelt anzuwenden. Man muss trotz-

dem seine Grenzen hinterfragen. Auch wenn die Auswirkungen einer CSR-Politik positiv sein können, stellt die CSR das Marktmodell im Grunde nicht in Frage.

Die auf Selbstregulierung der Unternehmen beruhenden freiwilligen Initiativen reichen nicht aus, um Menschenrechtsverletzungen und Umweltzerstörung zu verhindern.

CSR ist bestenfalls ein Instrument, um bestimmte ungünstige Wirkungen des momentanen Wirtschaftssystems abzuschwächen.

Mehr Infos zum Global Compact der Vereinten Nationen unter: <http://www.unglobalcompact.org/>

Débats

La crise, une chance pour l'économie solidaire?

Eric Dacheux*

Ce titre, volontairement provocateur, était celui d'une conférence-débat, organisée à l'Institut des sciences de la communication du CNRS à Paris. Madeleine Hersent, Bruno Frère et Eric Dacheux, auteur d'ouvrages sur l'économie solidaire, étaient interrogés par Thierry Brun de l'hebdomadaire *Politis*. Les débats ont tourné autour de trois questions



Photo: CNRS

Eric Dacheux

1. Qu'est-ce que l'économie solidaire?

Malgré des entrées très différentes, les trois intervenants sont tombés d'accord sur un noyau commun de définition: des engagements de citoyens visant par l'action à démocratiser l'économie afin de proposer un projet de société différent de la société actuelle.

Par ailleurs, Bruno Frère souligne que cette question de définition se pose aussi, en réalité, à l'Etat (qu'est-ce que l'Etat à l'heure de la décentralisation, de l'Europe et de la globalisation fi-

nançière?) et à l'entreprise (qui peut être marchande ou associative, locale ou multinationale, etc.). Cependant, les imaginaires sociaux sont tellement imprégnés de la norme économique dominante qu'il est difficile d'imaginer une économie autre que marchande ou redistributive.

2. Pourquoi l'économie solidaire a autant de mal à être connue du grand public?

A l'heure où les dégâts écologiques, la montée des inégalités et le chômage de masse montrent les limites de l'économie classique, comment se fait-il que l'on entende si peu parler d'économie solidaire? Plusieurs explications, plus complémentaires que contradictoires, ont été avancées. Tout d'abord, des questions médiatiques. Il y a peu de médias nationaux ayant une rubrique économie solidaire. L'économie solidaire est présente, mais dispersée. On présente certaines de ces initiatives – les systèmes d'échanges locaux, le commerce équitable par exemple – mais on ne prend pas le temps de placer ces initiatives dans le projet démocratique de transformation sociale que porte l'économie solidaire.

Par ailleurs, l'absence d'une terminologie consensuelle est un frein certain puisque certains parlent d'économie sociale, d'autres d'économie sociale et solidaire, d'autres encore de tiers secteur, etc. Enfin, il y a un problème de

formation des élites, y compris journalistiques, puisque l'économie solidaire n'est pas enseignée dans les grandes écoles et a disparu des programmes de lycée.

Mais le problème n'est pas uniquement médiatique, il est aussi politique. L'économie solidaire est divisée: ne parlant pas d'une seule voix, elle est inaudible. Surtout devant survivre dans un marché de plus en plus concurrentiel, elle tend à mettre en avant la qualité de ses biens et ses services plutôt que de mettre en avant son projet politique. D'autant plus qu'elle ne peut horizontalement s'opposer aux politiques publiques d'un gouvernement libéral qui, parfois, lui verse quelques subsides!

3. Quels espoirs pour faire entendre la petite voix de l'économie solidaire auprès des politiques?

Ils sont minces car on constate que les gouvernements construisent des réponses à court terme à la crise financière et non une vision à long terme en s'appuyant sur l'émergence d'une société de la connaissance qui ne pourra

voir le jour sans coopération, valeur centrale de l'économie solidaire. L'utopie concrète de l'économie solidaire se heurte ainsi à l'absurde réalité d'une démocratie menacée par l'économie de marché.

* Professeur des Universités à Blaise Pascal (Clermont F) et membre d'INEES. Dernier ouvrage paru „La BD, le miroir du lien social“ (co-direction avec S. Lepoint, L'harmattan, 2011).

1) B. Frère, *Le nouvel Esprit Solidaire*, Desclée de Brouwer; M. Hersent a contribué à l'ouvrage „Economie solidaire“ dirigé par J.L. Laville, CNRS éditions; E. Dacheux, D. Goujon, *Principes d'économie solidaire*, Ellipse.

2) Cette page dans le *Tageblatt* fait figure d'exception en Europe!

Diese Seite wird vom Europäischen Institut für Solidarwirtschaft (INEES) und von Objectif Plein Emploi (OPE) erstellt.